

COMMISSION DE LA SANTÉ
PUBLIQUE, DE
L'ENVIRONNEMENT ET DU
RENOUVEAU DE LA SOCIÉTÉ

COMMISSIE VOOR DE
VOLKSGEZONDHEID, HET
LEEFMILIEU EN DE
MAATSCHAPPELIJKE
HERNIEUWING

du

van

LUNDI 19 MARS 2007

MAANDAG 19 MAART 2007

Après-midi

Namiddag

La réunion publique est ouverte à 14 h30 sous la présidence de Mme Hilde Dierickx.

01 Échange de vues avec le ministre de l'Environnement et ministre des Pensions sur le réchauffement climatique et sur les mesures à prendre pour réduire les émissions de gaz à effet de serre, interpellation et questions jointes de

- Mme Muriel Gerken au ministre de l'Environnement et ministre des Pensions sur "le rejet de la proposition belge d'émission de CO₂ par la Commission Européenne" (n° 1040)
- M. Melchior Wathelet au ministre de l'Environnement et ministre des Pensions sur "la volonté de la Belgique de renégocier son volume de quotas de CO₂" (n° 14387)
- Mme Muriel Gerken au ministre de l'Environnement et ministre des Pensions sur "le coût budgétaire de l'acquisition de droits d'émission dans le cadre de Kyoto" (n° 14575)
- M. Mark Verhaegen au ministre de l'Environnement et ministre des Pensions sur "la fixation de nouvelles normes d'émissions de CO₂ et les mesures fédérales dans le cadre de la lutte contre l'effet de serre" (n° 14602)
- Mme Nathalie Muylle au ministre de l'Environnement et ministre des Pensions sur "les mesures fédérales pour lutter contre le réchauffement de la terre et réduire des gaz à effet de serre" (n° 14605)
- de M. Miguel Chevalier au ministre de l'Environnement et ministre des Pensions sur "l'offre restreinte de biodiesel" (n° 14653) (continuation)

01.01 **Bruno Tobbac**, ministre (*en néerlandais*) : Je commencerai par répondre à quelques questions ponctuelles qui n'avaient pas encore été traitées la semaine passée.

(*En français*) Pour répondre aux questions de Mme Gerken : il existe en fait deux fonds Kyoto. Le « grand fonds », qui s'élevait à 26.651.000 euros en 2006, verse un montant annuel de 2.300.000 euros au « petit fonds » constitué par le SPF. Ces montants ont été affectés à la politique fédérale de réduction des émissions de gaz à effet de serre, dont une grande partie pour des frais de personnel ou de fonctionnement du service « Climat » et pour la constitution du capital de FEDESCO.

Pour l'achat de droits d'émission, les réservations s'élèvent, au total, à 60 millions d'euros sur deux ans.

Ces montants n'ont pas encore été dépensés. Les premiers droits d'émission achetés par la Belgique selon le protocole de Kyoto devraient être payés en 2008 - un premier contrat vient d'être signé au Salvador. Le montant total sera de 400.000 euros.

Concernant la comparaison avec les montants dépensés pour les mesures internes de réduction

d'émissions, je peux difficilement vous livrer les chiffres de tous mes collègues. Les efforts de réduction de gaz à effet de serre, convenus à Ostende en 2004, impliquent notamment l'incitation à utiliser les transports en commun, la déductibilité fiscale de l'achat de voitures propres ou l'investissement dans certaines technologies énergétiques. Ces dispositions ont déjà coûté plusieurs dizaines de millions d'euros pour la période 2004-2007.

Je vous invite à poser directement la question aux ministres compétents. Il me semble que la plupart des mesures ont été exécutées comme il en avait été décidé à Ostende.

En ce qui concerne la relation entre l'achat de droits d'émission et les dépenses totales du gouvernement fédéral en matière de réduction d'émission de gaz à effet de serre, on a dépensé mille fois plus en réductions internes qu'à l'achat de droits d'émission.

La Commission nationale Climat a décidé de sous-traiter une étude pour déterminer une méthodologie sur laquelle tout le monde serait d'accord, afin d'évaluer les effets de la politique commune. Nous suivons actuellement les résultats via l'inventaire national et le rapport sur le projet qui doit être rédigé chaque année. Le dernier rapport, qui date de 2005, vous a été transmis la semaine passée.

Je crois avoir déjà répondu, la semaine dernière, aux questions de M. Wathelet sur la renégociation, le plan d'allocation, etc.

(*En néerlandais*) Mme Muylle et M. Verhaegen ont posé des questions concernant l'objectif européen de réduire de 20 % les émissions de CO₂. La Belgique soutient totalement cet objectif, tout comme celui de tirer 20 % de notre énergie de sources énergétiques renouvelables. Nous avons mis l'accent sur cette position lors du dernier sommet européen.

Différentes études révèlent qu'un potentiel en énergies renouvelables de 6 à 21 % est possible pour la Flandre d'ici à 2020. L'étude de l'institut Fraunhofer fait même état d'un potentiel de 30 %. La Belgique peut donc assumer une part significative de l'objectif. J'ignore si la Flandre atteindra réellement les 20 %. Ceci vaut d'ailleurs aussi pour la réduction de CO₂ d'ici à 2020. Quoi qu'il en soit, la réduction des émissions de CO₂ ne peut avoir que des retombées positives sur notre économie, compte tenu de la hausse prévue des prix énergétiques, de la possibilité de développer de nouvelles connaissances et d'introduire de nouvelles technologies.

Quant au *burden sharing*, une discussion est en cours entre les États membres de l'UE. En effet, la question concerne différents types de pays, qui en sont à des stades différents de leur développement industriel. La Belgique a en tout cas intérêt à approcher le plus possible l'objectif des 20%. Un rapport publié l'an dernier par le Bureau du Plan montre que plus on s'approche de l'objectif, plus l'effet positif sur la croissance économique et sur l'emploi est important. Toutefois, la fixation des critères et l'issue des débats sont aussi fonction des autres États membres.

En ce qui concerne l'exécution des mesures déjà prises, nous pouvons être satisfaits sauf en ce qui concerne les mesures qui ne sont pas encore opérationnelles, comme les éoliennes en mer. Le cadre légal fédéral pour les permis et pour les certificats verts est prêt. L'on attend désormais la construction des éoliennes, qui seront opérationnelles en 2010.

Lors du dernier Conseil des ministres, il a en outre été prévu d'affecter un demi-million d'euros supplémentaires par an en exonérations fiscales pour le placement de panneaux solaires et la construction de maisons passives. Les nouvelles voitures de sociétés devront immédiatement être plus écologiques, ce qui aura un effet direct sur les émissions de CO₂ pour les années suivantes.

L'Union européenne s'impose des objectifs contraignants et les réalise. L'UE a l'autorité nécessaire pour intervenir vis-à-vis des États membres mais un organe de contrôle international fait défaut.

Conformément à l'accord de gouvernement, le gouvernement belge oeuvre — dans le cadre des discussions

actuellement en cours sur le renforcement du Programme des Nations Unies pour l'environnement et d'un nouveau protocole de Kyoto – à la mise en place d'un nouvel organe qui puisse mener, sur le plan international, une réelle politique coordonnée et contraignante dans les domaines du climat et de l'environnement.

La discussion dure toutefois depuis déjà dix ans. En février, la Belgique et 47 autres pays ont signé à Paris une déclaration d'intention tendant à créer au sein des Nations Unies un organe environnemental pouvant prendre des décisions contraignantes et obligatoires. Il n'est pas certain qu'un résultat digne de ce nom sera engrangé dans les années à venir car, malgré l'espoir que nourrissaient d'aucuns, la réunion du G8 sur le climat qui s'est tenue le week-end dernier n'a pas produit d'avancées significatives.

Il faut souvent des d'immenses catastrophes pour que l'humanité prenne de grandes décisions. Ainsi, c'est au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale que les Nations Unies ont vu le jour. En matière de politique environnementale, le grand défi consiste à poser un acte de même nature avant que survienne la catastrophe.

01.02 Muriel Gerkens (ECOLO) : Il est dramatique de constater que le fédéral ne dispose pas d'outils pour mesurer les impacts des dispositions prises.

01.03 Bruno Tobback, ministre (*en français*) : Ceci ne vaut pas que pour le niveau fédéral. Il en va de même pour les Régions et tous les autres pays. Il n'existe pas de méthode uniforme.

01.04 Muriel Gerkens (ECOLO) : Il existe des outils permettant des estimations ciblées et des vérifications. Les Régions y sont d'ailleurs tenues. Il était temps de mettre en place une étude permettant de calculer l'effet de ces mesures, d'autant plus que le débat qui doit porter sur l'objectif de Kyoto ressemble de plus en plus à un débat budgétaire.

L'Europe estime que la Belgique n'arrive pas à atteindre ses objectifs. L'Europe calcule peut-être différemment mais si cette méthode était utilisée et si vous remplissiez vos tableaux progressivement en utilisant la même méthode, on pourrait constater les différences entre vos calculs et ceux de l'Europe.

Il est de votre devoir de rassembler ces données, de manière à apporter une vision cohérente des mesures prises. Si les Régions sont responsables à leur niveau, l'Europe considère la Belgique comme un tout. En outre, pour toute une série de matières relatives au CO₂ et à l'énergie, la mission du fédéral est de coordonner. Vous devez donc avoir un impact plus grand.

Les seuls chiffres clairs que vous pouvez nous donner sont les budgets prévus pour l'achat des droits d'émission, à savoir 60 millions d'euros. Ceux-ci ne favorisent pas les réductions d'émissions mais autorisent la Belgique à polluer davantage. Quant aux chiffres que vous nous donnez pour les mesures Kyoto, ma crainte se confirme. C'est effectivement deux fois 2,2 millions d'euros et 1 million pour FEDESCO.

Ce week-end, le gouvernement a annoncé qu'il comptait augmenter les primes et en créer de nouvelles. Ce sont des mesures positives et je les soutiens. Je regrette cependant que ces mesures soient essentiellement passives et applicables pour les personnes qui ont les moyens d'investir dans ces solutions. Les mécanismes d'économie d'énergie, de tiers investisseur et d'efficacité énergétique ne sont toujours pas mis en application alors que les outils pour pouvoir s'en servir existent.

Il est par ailleurs regrettable que l'on ne parvienne pas à aboutir dans le dossier des éoliennes en Mer du Nord qui relève de la compétence fédérale. Je vous invite à lire notre proposition relative à une union nationale pour le climat.

Nous sommes à nouveau plus dans le discours que dans la réalité. Les voitures de certains ministres figurent parmi les plus grandes émettrices de CO₂. Enfin, seuls 8 bâtiments fédéraux sur les 1.800 qui existent ont été inspectés en vue de réaliser des économies d'énergie.

À ce rythme-là, il faudra 250 législatures pour que tous les bâtiments fédéraux soient audités : le temps de réchauffer 36 planètes.

En conclusion, nous avons perdu quatre ans dans l'application des dispositions susceptibles de réduire le CO₂.

Je vais déposer une motion. Si d'autres collègues tiennent à ce que les objectifs de Kyoto soient atteints et veulent signer la motion, ils le peuvent.

01.05 Melchior Wathelet (cdH) : Concernant les chiffres, il est très difficile de mesurer l'impact de telle ou telle mesure en termes de réduction de gaz à effet de serre ou d'émissions de CO₂. Partant, ainsi que le remarquait Mme Gerkens, on peut se permettre de dire un peu n'importe quoi.

Ainsi, en octobre 2006, le premier ministre nous a expliqué qu'après avoir vu Al Gore, il avait compris qu'il fallait taxer les emballages car c'était la solution. Un tel discours est inacceptable ; le gouvernement était conscient qu'il ne s'agissait pas de la solution miracle. Néanmoins, il fallait la maintenir car il fallait trouver de l'argent pour soi-disant équilibrer le budget 2007.

Quand on voit certaines mesures et leur impact budgétaire, on s'interroge sur les intentions du gouvernement : les taxes emballages représentent 67 millions d'euros, les mesures fiscales pour les maisons passives et les panneaux solaires représentent un million d'euros.

Au sujet des 20 % d'énergies renouvelables, au niveau européen, le premier ministre a fait savoir que, dans le cadre de la négociation, il fallait prendre en considération le coût marginal.

01.06 Bruno Tobbac, ministre (*en français*) : Ce n'est pas pour le renouvelable.

01.07 Melchior Wathelet (cdH) : Si ses propos concernent les objectifs de Kyoto, cela revient à dire que la Belgique ne devra pas atteindre le niveau de pays qui n'auraient encore rien fait. J'aurais donc souhaité vous entendre sur ce volet « coût marginal ».

J'en arrive à la méthodologie de politique commune au niveau de la Commission du Climat. Il est, selon moi, très important d'avoir une coordination à tous les niveaux de pouvoir.

Enfin, vous avez dit que la Belgique avait fait mille fois plus en termes de budget concernant la réduction de CO₂ qu'en matière d'achat des droits d'émission à l'étranger. Mais vous avez dit aussi que la Belgique n'avait encore rien acheté à l'étranger : mille fois plus que rien, cela reste rien. (*Sourires*)

01.08 Bruno Tobbac, ministre (*en français*) : Je crois vous avoir répondu en répondant à la question de Mme Muls.

L'étude du Bureau du plan part de l'idée que le coût marginal est un facteur essentiel.

01.09 Melchior Wathelet (cdH) : Vous avez dit que cela pourrait même rapporter.

01.10 Bruno Tobbac, ministre (*en français*) : Oui, absolument.

01.11 Melchior Wathelet (cdH) : Dans ce cas, on peut aller plus loin que 20 %.

01.12 Bruno Tobbac, ministre (*en français*) : C'est ce que j'ai dit. En matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre et d'augmentation des énergies renouvelables, selon moi, il n'y a pas de limite. Tout ce que l'on fait nous sera profitable à terme. C'est d'ailleurs ce qui ressort du rapport du Bureau du plan. Cela ne veut pas dire pour autant que la Belgique doit s'engager en vue d'atteindre n'importe quel autre objectif : en la matière, il faut faire preuve de sérieux.

Même le Protocole de Kyoto estime que le facteur du coût marginal importe. Le coût de certaines mesures va diminuer progressivement d'ici dix à quinze ans. Je n'ai rien contre l'idée que le coût marginal actuel doit jouer un rôle dans la définition et la détermination des objectifs de chaque pays européen. L'idée, c'est de prendre des mesures là où le coût marginal est le plus bas. Mais il n'est pas question que la Belgique utilise ce genre de discours pour échapper à ses obligations. Il faut, de toute façon, faire tout ce qui est en notre pouvoir.

Vous mettez en relation les revenus de la mesure « taxe emballages » et les deux mesures de déduction

fiscale. Laissez-moi tout de même vous signaler que d'autres mesures ont été prises ce week-end, mesures qui s'ajoutent aux mesures fiscales existantes. A ce jour, le rapport des taxes sur l'environnement est bien moindre que les dépenses réalisées.

01.13 Mark Verhaegen (CD&V) : Manifestement, l'Union européenne prend à présent les devants. Que reste-t-il des engagements qui ont été pris au congrès mondial de Nairobi ?

La règle européenne 20/20 dispose que les émissions doivent avoir diminué de 20 % en 2020. À quelle part de ce pourcentage le ministre évalue-t-il la contribution de la Belgique ? Il a été entre-temps annoncé que la sortie du nucléaire était maintenue.

01.14 Bruno Tobback, ministre (*en néerlandais*) : J'ai déjà répondu de façon détaillée à la question relative aux objectifs 20/20, tant en français qu'en néerlandais. J'ai également souligné à plusieurs reprises qu'aucun engagement formel n'avait été pris à la conférence de Nairobi, ce qui a d'ailleurs constitué un des problèmes de cette conférence. À l'issue de cet événement, j'ai informé la commission de façon approfondie de la teneur de la conférence. Je suis tout à fait disposé à réexaminer ce problème avec M. Verhaegen, mais cette fois entre quatre yeux, de façon à ne pas prendre la commission en otage.

01.15 Mark Verhaegen (CD&V) : Je constate que le ministre considère également la conférence de Nairobi comme une méga-initiative qu'il vaut mieux ne pas évoquer à présent.

Je voudrais attirer l'attention du ministre sur le cri lancé récemment par le VOKA. D'éventuelles normes d'émission supplémentaires seraient particulièrement malvenues aux yeux de l'industrie chimique flamande qui a déjà investi massivement dans des filtres de toutes sortes.

J'applaudis à l'attention portée sur les sources d'énergie alternatives telles que l'énergie éolienne, la biomasse et – surtout – l'énergie solaire, dont le potentiel énergétique est impressionnant.

Je prévois une interpellation sur l'instauration d'une plate-forme de l'énergie plus large ainsi que sur le rôle que pourrait jouer l'hydrogène en tant que source d'énergie et les possibilités de cette dernière pour le secteur des transports.

01.16 Bruno Tobback, ministre (*en néerlandais*) : Il existe déjà une plate-forme énergétique sur l'hydrogène. Il ne faut pas perdre de vue que l'hydrogène est un vecteur d'énergie secondaire de sorte que le statut de la source primaire et les possibilités de stockage jouent évidemment un rôle crucial.

01.17 Nathalie Muylle (CD&V) : Il semblerait que ce soit essentiellement sur le plan fiscal que les résultats du sommet de Louvain, qui vient de se tenir, produiront leurs effets. A première vue, les participants à ce sommet ont accordé beaucoup moins d'attention au bonus environnemental qui pourrait être réalisé, alors qu'il est tout de même question d'un « sommet à préoccupations environnementales ». J'ai hâte de savoir quel sera l'effet des mesures sur le plan des émissions de CO₂. Je présume que le gouvernement l'a calculé.

Quel sera, en termes de réduction des émissions, le résultat des mesures relatives aux sacs en plastique, aux films d'aluminium, etc. ? Je présume que le ministre sait, que dans ce domaine, le secteur de la distribution mène depuis longtemps déjà une politique plus rigoureuse. Quel effet produira la nouvelle catégorisation fiscale des voitures de société ? Comment seront appliquées concrètement les mesures de promotion des filtres à particules des voitures et de l'installation de panneaux solaires ?

La vente de lave-vaisselle, de séchoirs et d'autres appareils labellisés B-, C- ou D- sera interdite. Mais ne serait-il pas préférable d'inciter nos concitoyens à acheter des appareils électroménagers portant un label A- ou A+ ?

Et comment ferez-vous pour appliquer les mesures concernant l'utilisation de biocarburants et de biocombustibles à présent qu'elles posent des problèmes aux compagnies pétrolières ?

01.18 Bruno Tobback, ministre (*en néerlandais*) : J'ai fait observer à plusieurs reprises déjà qu'un calcul exact des effets bénéfiques en matière d'émissions de CO₂ pour l'ensemble des mesures relève en fait de l'irréalisable. En effet, nous devrions pour ce faire toujours connaître l'état actuel de la situation.

Les mesures prises lors du conseil des ministres extraordinaire qui s'est tenu à Louvain le week-end dernier s'inscrivent sans exception dans la logique des objectifs que le gouvernement a définis en matière de protection de l'environnement. Il ne s'agit cependant pas uniquement de mesures visant à réduire les émissions de CO₂. Le recours moins important aux sacs en plastique, par exemple, aura également un impact positif sur le volume des déchets sauvages.

Ce n'est qu'au bout du parcours qu'on verra si l'objectif 20/20 en matière d'émissions et d'énergies renouvelables sera atteint. En revanche, nous avons pu faire le calcul pour la mesure relative aux biocarburants. Ainsi, l'adjonction de 5,75 % de biocarburant permettra de réaliser un tiers déjà de l'objectif de réduction des émissions d'ici 2012.

Les voitures de société représentent aujourd'hui déjà la moitié du parc automobile belge et parcourent en moyenne deux fois plus de kilomètres que les autres voitures. Ce sont des chiffres connus. La mesure visant à promouvoir les voitures plus économiques et moins polluantes dans ce segment devra cependant faire l'objet d'une évaluation annuelle. Il est bien sûr impossible de connaître aujourd'hui les kilométrages futurs de ces voitures.

L'INS récolte tous les chiffres nécessaires en vue de nos inventaires annuels en matière d'émissions CO₂. Au cours de la période 2003-2005, nous avons déjà réalisé une diminution importante des émissions CO₂, sans qu'il soit possible toutefois de l'attribuer à une ou plusieurs mesures individuelles.

01.19 Miguel Chevalier (VLD) : J'ai demandé au ministre des Finances combien de dossiers ont été introduits en vue de la déduction fiscale pour investissements écologiques mais je n'ai pas obtenu de réponse précise. Le gouvernement a-t-il travaillé le week-end dernier sur la base de chiffres ? Il serait intéressant de pouvoir les consulter.

On tend aujourd'hui vers une réduction de 20 à 30 %, mais les scientifiques estiment cet effort insuffisant. D'aucuns sont même d'avis qu'il faudrait une réduction de 80 à 90 %. Si nous voulons atteindre de tels objectifs sans retomber à un niveau économique qui serait celui d'un pays de développement, des choix radicaux s'imposent. Je puis comprendre qu'il n'est pas aisé de présenter un plan révolutionnaire en pleine période pré-électorale, mais j'attends une politique consistante après les élections.

On entend dire parfois que ce gouvernement a perdu quatre ans mais c'est en réalité 40 à 50 ans qui ont été perdus. Qui pourrait-il me fournir le résultat de la taxe sur les rasoirs jetables décidée par le gouvernement Dehaene ? Ce sont des motifs assez perfides qui sous-tendent les mesures que vient d'annoncer le gouvernement puisque si elles s'avèrent efficaces, elles n'auront aucune incidence budgétaire !

Actuellement, nous pensons toujours en termes de réduction de CO₂ mais peut-être faudrait-il inverser le raisonnement et nous demander combien de CO₂ il nous est encore permis d'émettre par habitant si nous voulons éviter que surviennent des problèmes écologiques. Les dépassements de cette limite pourraient alors être taxés ou faire l'objet d'un système de droits d'émission négociables. De même, il faudrait se demander quelles quantités d'énergie on peut encore consommer

01.20 Bruno Tobback, ministre (en néerlandais) : Il est impossible, par définition, de répondre à cette question, car tout dépend de la manière dont l'énergie consommée est produite. La fusion nucléaire permet une production illimitée.

01.21 Miguel Chevalier (VLD) : De même, en ce qui concerne le transport, les taxes sur le diesel et sur les voitures de société ne produisent guère d'effets. Il faut développer un nouveau concept de transport.

L'opposition est hypocrite lorsqu'elle affirme que le gouvernement agit trop peu et trop tard, car lorsque des mesures sont prises, on entend dire qu'elles portent préjudice au « secteur » et qu'elles se traduiront par des pertes d'emplois. J'estime au contraire que des mesures écologiques sont de nature à créer bon nombre d'emplois.

On a trop tendance à se focaliser sur certaines « solutions », comme les biocarburants, qui sont onéreux et

dont le rendement est relativement faible. Pour les produire, il faut y consacrer de vastes superficies de terre qui ne peuvent dès lors plus servir à la production alimentaire. Le rendement des panneaux solaires photovoltaïques est beaucoup plus élevé, car la lumière solaire est instantanément transformée en énergie. Des investissements considérables sont actuellement consacrés à la production et à la distribution des biocarburants mais s'est-on déjà interrogé sur leurs effets ?

La volonté affichée par le gouvernement de stimuler l'utilisation de panneaux solaires est une bonne chose mais les Régions devront veiller à ce que les permis soient délivrés beaucoup plus rapidement.

01.22 Bruno Tobbacq, ministre (*en néerlandais*) : Il arrive à tous les ministres fédéraux de rêver de rappeler à l'ordre des ministres régionaux. Le problème de la lenteur exagérée avec laquelle les autorisations sont délivrées doit être résolu par les Régions, étant donné que cette matière relève de leur compétence. Les Régions ne sont cependant pas toujours responsables de ces lenteurs, car certaines administrations communales contrecarrent également ces projets.

En ce qui concerne les biocarburants, il convient en effet de veiller à ce qu'ils soient produits en respectant le mieux possible l'environnement. C'est pour cette raison que nous avons également attaché une grande importance au bilan CO₂ et que nous désirons par exemple éviter l'importation d'huile de palme d'Indonésie. Les biocarburants méritent cependant leur place dans l'éventail des sources d'énergie. Je ne pense pas qu'ils mettront en danger les cultures vivrières. Au contraire, dans certaines régions, la hausse des prix des matières premières pourrait donner un nouvel élan au secteur agricole.

Motions

En conclusion de cette discussion les motions suivantes ont été déposées.

Une motion de recommandation a été déposée par Mmes Muriel Gerkens et Nathalie Muylle et par MM. Melchior Wathelet et Mark Verhaegen et est libellée comme suit:

“La Chambre,

ayant entendu l'interpellation de Mme Muriel Gerkens

et la réponse du ministre de l'Environnement et ministre des Pensions,

vu la nécessité du respect des engagements de la Belgique dans le cadre du Protocole de Kyoto et de la lutte contre les changements climatiques,

demande au gouvernement

- de prendre sans délai toutes les mesures nécessaires afin de répondre de manière intégrale aux demandes de réduction des émissions de CO₂ à savoir –20% en 2020;
- de faire les efforts supplémentaires nécessaires afin que la Belgique atteigne en 2010 l'objectif de réduction de 7,5% d'émissions de CO₂ par rapport au niveau d'émission de 1990;
- à cette fin, concentrer les efforts de réduction de CO₂ en Belgique, en investissant dans les secteurs de l'énergie renouvelable et du durable, qui peuvent générer de l'emploi local, plutôt que dans l'achat de droits de polluer à l'étranger, les mécanismes flexibles devant rester secondaires;
- de mettre en œuvre des mesures qui facilitent des investissements d'économies d'énergie de type tiers-investisseurs, prioritairement pour les familles à bas et moyens revenus;
- d'accélérer sans délai les audits énergétiques des 1.800 bâtiments qui sont gérés par l'État fédéral;
- de démarrer immédiatement la récolte systématique et scientifique des données permettant de constater avec précision les réductions de CO₂ réalisées par le niveau fédéral, leurs coûts et leurs implications budgétaires;
- de veiller à garantir une transparence maximale et actualisée de toutes les données relatives au Protocole de Kyoto.”

Une motion pure et simple a été déposée par Mmes Josée Lejeune et Magda De Meyer et par M. Miguel Chevalier.

Le vote sur les motions aura lieu ultérieurement. La discussion est close.

02 Question de Mme Hilde Dierickx au ministre de l'Environnement et ministre des Pensions sur "l'utilisation de lampes économiques" (n° 14307)

02.01 Hilde Dierickx (VLD) : Les lampes économiques sont plus onéreuses que les lampes à incandescence mais leur durée de vie est jusqu'à quinze fois supérieure. L'investissement supplémentaire qu'elles demandent est déjà amorti après un an grâce aux économies d'énergie qu'elles permettent de réaliser. Si, en Flandre, toutes les lampes à incandescence étaient remplacées par des lampes économiques, un cinquième de l'objectif de Kyoto serait déjà atteint.

Notre parti n'est pas partisan d'une interdiction des lampes à incandescence mais quelles mesures le gouvernement compte-t-il prendre pour stimuler l'utilisation de lampes économiques ? Combien de lampes économiques sont utilisées au cabinet du ministre ?

02.02 Bruno Tobback, ministre (*en néerlandais*) : Au cabinet de l'Environnement et des Pensions, 98 % des lampes sont des lampes économiques ou TL. Les 2 % restants sont des lampes halogènes qui éclairent quelques œuvres d'art et pour lesquelles aucune solution de rechange n'a encore été trouvée. L'autorité fédérale a instauré partout des systèmes de gestion environnementale sur la base d'EMAS. Au demeurant, le gouvernement fédéral a réduit l'an dernier les budgets pour la consommation d'énergie. Ces budgets devraient diminuer de 2,5 % grâce à une utilisation plus efficace de l'énergie. L'argent ainsi économisé devrait être transféré dans une rubrique budgétaire distincte et destiné à poursuivre les investissements dans les économies d'énergie.

Les avantages des lampes économiques ont déjà été soulignés à plusieurs reprises mais je suis disposée à les souligner encore une fois. Je ne suis pas opposé à une initiative européenne qui consisterait à retirer du marché les lampes à incandescence à court terme et en plusieurs phases. En interdire la vente est un autre débat. Mais il serait totalement impossible de contrôler si l'interdiction de leur utilisation est bien respectée. En tout état de cause, une évolution positive vers une plus grande utilisation de lampes économiques est perceptible.

02.03 Hilde Dierickx (VLD) : Je me réjouis que le ministre de l'Environnement donne l'exemple et que la Belgique veuille prendre une initiative au niveau européen.

02.04 Miguel Chevalier (VLD) : J'aimerais revenir brièvement sur l'utilisation plus efficace de l'énergie. D'après les producteurs d'électricité, il existe un paradoxe dans la mesure où une utilisation plus efficace ne débouche pas forcément sur une réduction de consommation, parce que le nombre d'appareils achetés augmente.

L'incident est clos.

Le **président**: Mme Burgeon n'est pas présente pour poser sa question n°14651 et M. Verhaegen a transformé sa question n°14703 en question écrite.

La réunion publique de commission est levée à 15 h 50.

De vergadering wordt geopend om 14.30 uur en voorgezeten door mevrouw Hilde Dierickx.

01 Gedachtewisseling met de minister van Leefmilieu en minister van Pensioenen over de opwarming van de aarde en over de te nemen maatregelen om broeikasemissies te reduceren, samengevoegde interpellatie en vragen van

- mevrouw Muriel Gerkens tot de minister van Leefmilieu en minister van Pensioenen over "de verwerping door de Europese Commissie van het Belgische voorstel in verband met de CO₂-uitstoot" (nr. 1040)

- de heer Melchior Wathelet aan de minister van Leefmilieu en minister van Pensioenen over "het voornemen van België om over nieuwe CO₂-quota te onderhandelen" (nr. 14387)

- mevrouw Muriel Gerkens aan de minister van Leefmilieu en minister van Pensioenen over "de begrotingskosten van het verwerven van emissierechten in het kader van Kyoto" (nr. 14575)

- de heer Mark Verhaegen aan de minister van Leefmilieu en minister van Pensioenen over "de vastlegging van nieuwe CO₂-uitstootnormen en federale maatregelen voor de aanpak van het broeikaseffect" (nr. 14602)

- mevrouw Nathalie Muylle aan de minister van Leefmilieu en minister van Pensioenen over "de federale maatregelen inzake opwarming van de aarde en de reductie van broeikasgassen" (nr. 14605)

- van de heer Miguel Chevalier aan de minister van Leefmilieu en minister van Pensioenen over "het beperkte aanbod aan biodiesel" (nr. 14653) (voortzetting)

01.01 Minister **Bruno Tobback** (*Nederlands*): Ik start met een aantal punctuele vragen die vorige week nog niet aan bod kwamen.

(*Frans*) Mevrouw Gerkens kan ik het volgende antwoorden. Er bestaan in feite twee Kyotofondsen. Uit het "grote fonds" dat in 2006 over 26.651.000 euro beschikte, wordt jaarlijks een bedrag van 2.300.000 euro overgeheveld naar het "kleine fonds", dat door de FOD werd opgericht. Met die bedragen werd het federale beleid voor het terugdringen van broeikasgassen gefinancierd. Een groot deel ervan ging naar personeels- en werkingskosten van de dienst Klimaatverandering evenals naar de financiering van het kapitaal van FEDESCO.

Over een periode van twee jaar werd er een bedrag van 60 miljoen euro opzij gezet voor de aankoop van emissierechten.

Die bedragen werden nog niet uitgegeven. De eerste, in het kader van het Kyotoprotocol door België aangekochte emissierechten zouden in 2008 moeten worden betaald – er werd in El Salvador in dat verband een eerste overeenkomst ondertekend. Er is een totaal bedrag van 400.000 euro mee gemoeid.

De vergelijking met de bedragen die werden besteed voor de interne maatregelen ter beperking van de uitstoot is niet zo'n eenvoudige zaak, omdat ik niet over de cijfers van al mijn collega's beschik. De inspanningen om de uitstoot van broeikasgassen terug te dringen, waartoe in Oostende in 2004 werd beslist, betreffen onder meer het stimuleren van het gebruik van het openbaar vervoer, de fiscale aftrek voor de aankoop van schone wagens en voor investeringen in bepaalde vormen van energiebesparende technologie. Die maatregelen hebben voor de periode 2004-2007 al verscheidene tientallen miljoenen euro gekost.

Ik denk dat u uw vragen best rechtstreeks aan de verschillende bevoegde ministers kan stellen. Ik heb de indruk dat de meeste maatregelen werden uitgevoerd zoals in Oostende werd overeengekomen.

Wat de verhouding tussen de aankoop van emissierechten en de totale uitgaven van de federale regering inzake de beperking van de uitstoot van broeikasgassen betreft, kan ik u zeggen dat we duizend keer meer uitgegeven hebben aan interne uitstootvermindering dan aan de aankoop van emissierechten.

De Nationale Klimaatcommissie heeft beslist een studie te bestellen teneinde een methode voor de evaluatie van de gevolgen van het gemeenschappelijke beleid uit te werken waarin iedereen zich zou kunnen vinden. Wij volgen de resultaten nu op via de nationale inventaris voor broeikasgasemissies en het rapport dat jaarlijks moet worden opgesteld. Het jongste rapport, dat van 2005, werd u vorige week overgelegd.

Ik meende dat ik vorige week reeds had geantwoord op de vragen van de heer Wathelet over de nieuwe onderhandelingen, het toewijzingsplan, enz.

(*Nederlands*) Mevrouw Muylle en de heer Verhaegen stelden vragen over de Europese doelstelling om de CO₂-emissies met 20 procent te verminderen. België staat volledig achter die doelstelling en achter de doelstelling om 20 procent van onze energie te putten uit hernieuwbare energiebronnen. Wij hebben dat standpunt op de laatste Europese top onderstreept.

Uit verschillende studies blijkt dat in Vlaanderen tussen 6 en 21 procent hernieuwbare energie mogelijk is in 2020. De Fraunhoferstudie heeft het zelfs over een potentieel van 30 procent. België kan dus een relevant deel van de doelstelling op zich nemen. Of Vlaanderen effectief 20 procent haalt, weet ik niet. Dat geldt overigens ook voor de CO₂-reductie tegen 2020. In elk geval kan de CO₂-emissiereductie alleen een positief effect hebben op onze economie, gezien de verwachte stijging van de energieprijzen en de mogelijkheid om nieuwe kennis te ontwikkelen en nieuwe technologieën te introduceren.

Over de *burden sharing* is een discussie aan de gang tussen de EU-lidstaten. Er zijn immers diverse types van landen, in verschillende stadia van hun industriële ontwikkeling. België heeft er in elk geval belang bij het streefdoel van 20 procent zo dicht mogelijk te benaderen. Uit een rapport van het Planbureau van vorig jaar

blijkt, dat hoe dichter het doel wordt bereikt, hoe hoger het positief effect op de economische groei en de tewerkstelling is. Het vastleggen van de criteria en de uitkomst van de discussie hangen echter ook af van de andere lidstaten.

Wat het uitvoeren van de al genomen maatregelen betreft, zitten we goed, behalve voor de maatregelen die nog niet operationeel zijn, zoals de windmolens in zee. Het federale wettelijke kader voor de vergunningen en groenestroomcertificaten is klaar. Het is nu wachten op de effectieve bouw van de windmolens, die operationeel zullen zijn in 2010.

De recentste Ministerraad voorziet bovendien jaarlijks in een half miljoen euro bijkomende fiscale vrijstellingen voor de installatie van zonnecellen en de bouw van passiefhuizen. Nieuwe bedrijfswagens moeten onmiddellijk milieuvriendelijker worden, wat een direct effect zal hebben op de CO₂-uitstoot de volgende jaren.

De EU legt zichzelf bindende doelstellingen op en realiseert ze ook. De EU heeft het nodige gezag om op te treden tegenover de lidstaten, maar er ontbreekt een internationaal controleorgaan.

De Belgische regering probeert - conform het regeerakkoord - in de lopende discussies over de versterking van het *United Nations Environment Programme* en een nieuw Kyoto-protocol te komen tot een orgaan dat effectief een gecoördineerd en afdwingbaar internationaal klimaat- en milieubeleid kan voeren.

Deze discussie is echter al tien jaar bezig. In februari heeft België te Parijs samen met 47 andere landen een intentieverklaring ondertekend om te streven naar een VN-milieuorgaan dat bindend en dwingend kan optreden. Of we de komende jaren tot een echt resultaat zullen komen, is onzeker, want ondanks de hoop van sommigen is de G8-bijeenkomst van afgelopen weekend over het klimaat niet heel ver gekomen.

De mensheid slaagt er zelden in om zonder grote catastrofes grote beslissingen te nemen. Zo ontstonden de VN na de Tweede Wereldoorlog. Het is de grote uitdaging om inzake milieubeleid iets vergelijkbaars te doen vóór de catastrofe.

01.02 Muriel Gerkens (ECOLO): De federale overheid beschikt niet over instrumenten om het effect van de maatregelen te meten. Dat is een dramatische vaststelling.

01.03 Minister Bruno Tobback (Frans): Dat geldt niet alleen voor de federale overheid, maar ook voor de Gewesten, en evengoed voor alle andere landen. Er bestaat geen eenvormige methode.

01.04 Muriel Gerkens (ECOLO): Er bestaan instrumenten waarmee gerichte schattingen en verificaties kunnen worden uitgevoerd. De Gewesten zijn daar trouwens toe verplicht. Het werd tijd dat er een studie uitgevoerd werd om het effect van die maatregelen te berekenen, temeer daar het debat dat eigenlijk over de Kyotodoelstelling moest gaan, steeds meer op een begrotingsdebat begint te lijken.

Europa is van oordeel dat België er niet in slaagt zijn doelstellingen te bereiken. Europa hanteert misschien andere rekenmethoden, maar als die methode gebruikt zou worden en u uw tabellen geleidelijk aan zou invullen met gebruikmaking van dezelfde methode, zouden we kunnen zien waar uw berekeningen verschillen van die van Europa.

Het is uw taak om die gegevens te verzamelen teneinde tot een coherente kijk op de getroffen maatregelen te komen. De Gewesten mogen dan al verantwoordelijk zijn voor hun bevoegdheden, Europa beschouwt België als een geheel. Bovendien moet de federale overheid voor een hele reeks materies in verband met CO₂ en energie coördinerend optreden. U moet dus een grotere rol spelen.

Het enige duidelijke cijfer dat u ons kan bezorgen, betreft het bedrag bestemd voor de aankoop van de emissierechten, namelijk 60 miljoen euro. Daardoor zal de uitstoot in België niet verminderen, maar bekomt ons land integendeel het recht om nog meer te vervuilen. Uw cijfers in verband met de Kyotomaatregelen bevestigen alleen maar mijn vrees. Het gaat inderdaad om tweemaal 2,2 miljoen euro en 1 miljoen voor FEDESCO.

Dit weekend heeft de regering aangekondigd dat ze van plan is de premies te verhogen en er nieuwe in te voeren. Het zijn positieve maatregelen die ik kan steunen. Ik betreur evenwel dat het voornamelijk om passieve maatregelen gaat die gericht zijn op mensen die de middelen hebben om in die oplossingen te investeren. De mechanismen inzake energiebesparing, de derde investeerder en energie-efficiëntie worden nog steeds niet uitgevoerd, terwijl de instrumenten daartoe voorhanden zijn.

Het is trouwens jammer dat men het niet eens raakt over de plaatsing van een windmolenpark in de Noordzee, wat toch een federale bevoegdheid is. Ik nodig u uit om ons pleidooi voor een nationale unie voor het klimaat te lezen.

Eens te meer belijdt de regering haar beginselen meer met het woord dan met de daad. De wagens van sommige ministers behoren tot de grootste vervuilers op het stuk van de CO₂-uitstoot. Van de 1.800 federale gebouwen kregen slechts acht een audit met het oog op energiebesparingen.

Aan dat tempo zal het nog 250 zittingsperiodes duren om ze allemaal door te lichten. Tegen dan kunnen we 36 planeten opwarmen.

Ik rond af met te stellen dat we vier jaar tijd hebben verloren om de maatregelen te realiseren die de CO₂ – uitstoot verminderen.

Ik zal een motie indienen. Als er collega's zijn die vinden dat de Kyotodoelstellingen moeten gehaald worden en de motie willen ondertekenen, kunnen ze dat nu nog doen.

01.05 Melchior Wathelet (cdH): Wat de cijfers betreft, is het erg moeilijk om het effect van deze of gene maatregel op de uitstoot van broeikasgassen of de CO₂-uitstoot te meten. Men kan dan ook, zoals mevrouw Gerkens ook al opmerkte, eigenlijk om het even wat komen vertellen wat dat betreft.

In oktober 2006 legde de eerste minister uit dat hij na zijn ontmoeting met Al Gore tot het besef gekomen was dat een belasting op verpakkingen dé oplossing was. Dat is natuurlijk een onaanvaardbare bewering. De regering was zich er wel degelijk van bewust dat dit niet het wondermiddel was. Alleen mocht men deze piste niet laten varen, want er moest geld gevonden worden, zogenaamd om de begroting 2007 in evenwicht te brengen.

Als we sommige maatregelen en hun effect op de begroting in ogenschouw nemen, mogen we ons afvragen wat de regering van plan is: de verpakkingstaks is goed voor 67 miljoen euro, de fiscale maatregelen voor passiehuizen en zonnepanelen voor 1 miljoen euro.

Wat de 20 procent hernieuwbare energie waarover op Europees niveau beslist werd betreft, heeft de premier laten weten dat er bij de onderhandelingen rekening gehouden moet worden met de marginale kosten.

01.06 Minister Bruno Tobback (Frans): Niet zo voor hernieuwbare energie.

01.07 Melchior Wathelet (cdH): Als hij het over de Kyotodoelstellingen had, wil dat eigenlijk zeggen dat België minder inspanningen zal moeten doen dan andere landen die nog niets ondernomen hebben. Wat heeft u te zeggen over het hoofdstuk "marginale kosten"? Dan kom ik nu op de methode van het gemeenschappelijke beleid van de Klimaatcommissie. Coördinatie op alle beleidsniveaus is volgens mij van fundamenteel belang.

Ten slotte zei u dat België duizend keer meer middelen besteed heeft aan CO₂-uitstootbeperking dan aan de aankoop van emissierechten in het buitenland. Maar u heeft ook verklaard dat België nog helemaal niets heeft aangekocht in het buitenland, en duizend keer meer dan niets is nog altijd niets. (*Glimlachjes*)

01.08 Minister Bruno Tobback (Frans): Ik meen u van antwoord te hebben gediend met mijn antwoord op de vraag van mevrouw Muls.

In de studie van het Planbureau wordt uitgegaan van het principe dat de marginale kosten een cruciale factor vormen.

01.09 Melchior Wathelet (cdH): U heeft gezegd dat dat zelfs wat zou kunnen opbrengen.

01.10 Minister **Bruno Tobback** (*Frans*): Jazeker.

01.11 **Melchior Wathelet** (cdH): In dat geval kunnen we verder gaan dan 20 procent.

01.12 Minister **Bruno Tobback** (*Frans*): Dat is precies wat ik gezegd heb. Op de beperking van de uitstoot van broeikasgassen en het bevorderen van hernieuwbare energie hoeft er volgens mij geen maat te staan. Alles wat we doen zal ons op langere termijn voordeel brengen. Dat blijkt ook uit het rapport van het Planbureau.

Dat wil daarom niet zeggen dat België zich in dat verband tot om het even welke doelstelling zou moeten verbinden: op dit gebied moet zeker de nodige ernst aan de dag gelegd worden.

Zelfs het Kyotoprotocol gaat ervan uit dat de marginale kosten een belangrijke factor vormen. De kosten van bepaalde maatregelen zullen over tien à vijftien jaar geleidelijk aan dalen. Ik heb er geen bezwaar tegen dat de huidige marginale kosten moeten meespelen bij de definitie en de vaststelling van de doelstellingen voor elk Europees land. Het is wel de bedoeling maatregelen te treffen daar waar de marginale kosten het laagst zijn. Maar België zal zich zeker niet achter dit discours verschuilen om zich aan zijn verplichtingen te onttrekken. We moeten hoe dan ook doen wat we kunnen.

U plaatst de ontvangsten van de verpakkingstaks tegenover de twee maatregelen inzake belastingaftrek. Ik wil u er toch op wijzen dat er dit weekend nog andere maatregelen genomen werden, die boven op de bestaande fiscale maatregelen komen. Als u wil weten in welke verhouding die twee bedragen tot elkaar staan, kan ik u zeggen dat de milieuheffingen die tot nu toe geïnd werden, veel lager liggen dan wat we tot nu toe hebben uitgegeven.

01.13 **Mark Verhaegen** (CD&V): De Europese Unie neemt nu blijkbaar het voortouw. Wat blijft er nog over van de engagementen die op het wereldcongres in Nairobi zijn genomen?

De Europese 20/20-regel bepaalt dat de emissie tegen 2020 met 20 procent moet zijn gedaald. Hoe groot schat de minister het Belgische aandeel daarin? Er is inmiddels ook aangekondigd dat de uitstap uit de kernenergie behouden blijft.

01.14 Minister **Bruno Tobback** (*Nederlands*): Op de vraag inzake de 20/20-doelstelling heb ik al uitgebreid geantwoord, zowel in het Frans als in het Nederlands. Ik heb er tevens al meermaals op gewezen dat er op de conferentie van Nairobi geen sprake was van formele engagementen, wat trouwens een van de problemen van deze conferentie was. Na de conferentie heb ik deze commissie uitgebreid voorgelicht over de teneur van de conferentie. Ik ben gerust bereid dit nogmaals met de heer Verhaegen te bespreken, maar dan liefst onder vier ogen zodat we de commissie nu niet moeten gijzelen.

01.15 **Mark Verhaegen** (CD&V): Ik stel vast dat ook de minister de conferentie van Nairobi beschouwt als een mega-initiatief waarover nu best wordt gezwegen.

Ik trek de aandacht van de minister op de noodkreet die VOKA onlangs heeft geslaakt. Eventuele bijkomende emissienormen zouden de Vlaamse chemie-industrie, die al stevig heeft geïnvesteerd in filters allerhande, bijzonder slecht uitkomen.

Ik juich de aandacht toe voor alternatieve energiebronnen zoals windenergie, biomassa-energie en - vooral - zonne-energie, waarvan de energetische mogelijkheden indrukwekkend zijn.

Ik plan een interpellatie over de inrichting van een ruimer energieplatform en de rol die waterstof kan spelen als energiebron, met de mogelijkheden hiervan voor de transportsector.

01.16 Minister **Bruno Tobback** (*Nederlands*): Er bestaat al een energieplatform over waterstof. Men mag wel niet vergeten dat waterstof een secundaire energiedrager is, waarbij het statuut van de primaire bron en de opslagmogelijkheden vanzelfsprekend een cruciale rol spelen.

01.17 **Nathalie Muylle** (CD&V): De resultaten van de voorbije top van Leuven lijken vooral op fiscaal vlak iets op te moeten leveren. De milieutoets van de maatregelen krijgt op het eerste gezicht veel minder aandacht, terwijl er toch van een 'milieutop' wordt gesproken. Ik ben benieuwd naar het effect van de

getroffen maatregelen op het vlak van de CO₂-uitstoot. Ik neem aan dat de regering dit wel zal berekend hebben.

Wat zal de winst zijn qua uitstoot van de maatregelen inzake het gebruik van plastic zakken, aluminiumfolie en dergelijke? Ik neem aan dat de minister weet dat de distributiesector op dit vlak al geruime tijd een strakker beleid voert. Wat zal het effect zijn van de andere fiscale inschaling van bedrijfswagens? Hoe zullen de maatregelen inzake de promotie van roetfilters voor auto's en van de installatie van zonnepanelen concreet worden toegepast?

Er komt een verbod op de verkoop van vaatwasmachines, droogkasten en andere apparaten met een B-, C- of D-label. Zou het niet te verkiezen zijn de aankoop van toestellen met een A- of A+ label te stimuleren?

Hoe zullen de maatregelen inzake het gebruik van biobrandstoffen worden gerealiseerd nu de petroleummaatschappijen hiermee problemen hebben?

01.18 Minister **Bruno Tobback** (*Nederlands*): Ik heb er al vaker op gewezen dat een exacte berekening van de voordelen op het vlak van CO₂-uitstoot van alle getroffen maatregelen eigenlijk niet realiseerbaar is. We zouden dan altijd de huidige toestand moeten kennen.

De maatregelen die op de voorbije top van Leuven werden genomen, kaderen zonder uitzondering in de milieudoelstellingen van de regering. Het gaat echter niet om loutere CO₂-maatregelen. De reductie van het gebruik van plastic zakken bijvoorbeeld zal ook een gunstig effect hebben op de hoeveelheid zwerfvuil.

Of de 20/20-doelstelling inzake uitstoot en hernieuwbare energie wordt gehaald, zal pas blijken op het einde van de rit. Voor de maatregel inzake de biobrandstof hebben we de berekening wel al kunnen maken. De toevoeging van 5,75 procent biobrandstof zal ertoe leiden dat tegen 2012 reeds een derde van de doelstelling inzake de reductie van de uitstoot gehaald wordt.

De bedrijfswagens maken nu al de helft van het Belgische autopark uit en rijden gemiddeld het dubbele van de andere wagens. Die cijfers zijn bekend. De maatregel om op deze markt zuiniger en schonere wagens te promoten, zal echter jaar na jaar moeten worden geëvalueerd. We kunnen vandaag natuurlijk niet weten hoeveel kilometers die wagens in de toekomst zullen rijden.

Het NIS houdt alle cijfers bij voor onze jaarlijkse CO₂-inventarissen. In de periode 2003 tot 2005 hebben we al een beduidende CO₂-reductie gerealiseerd, maar die is niet toewijsbaar aan één of meerdere individuele maatregelen.

01.19 **Miguel Chevalier** (VLD): Ik heb de minister van Financiën gevraagd hoeveel dossiers er ingediend zijn om een fiscale aftrek te bekomen voor milieuvriendelijke investeringen. Ik heb echter geen duidelijk antwoord gekregen. Is er dit weekend gewerkt op basis van cijfers? Het zou interessant zijn om daar eens zicht op te krijgen.

Men streeft nu naar een reductie van 20 tot 30 procent, maar volgens wetenschappers zal dat niet volstaan. Sommigen zeggen zelfs dat er een reductie van 80 tot 90 procent nodig is. Als we dergelijke doelstellingen willen halen, zonder terug te vallen naar het economisch niveau van een ontwikkelingsland, dan moeten we radicale keuzes maken. Ik begrijp dat het moeilijk is om met een revolutionair plan te komen in de aanloop naar verkiezingen, maar ik verwacht wel een consistent beleid daarna.

Men hoort wel eens de kritiek dat we vier jaar verloren hebben, maar eigenlijk hebben we veertig à vijftig jaar verloren. Is er iemand die kan zeggen wat de taks op de wegwerpscheermesjes van Dehaene uiteindelijk opgeleverd heeft? Er zit wel een enigszins perfide redenering achter de maatregelen die de regering nu aangekondigd heeft: als ze het doel bereiken, zullen ze immers niets opbrengen!

We denken nu steeds in termen van CO₂-reductie, maar misschien moeten we de redenering omdraaien en ons afvragen hoeveel CO₂ we nog mogen uitstoten per hoofd om ecologische problemen te vermijden. Wat boven die limiet gaat, zou men dan kunnen belasten of opnemen in een systeem van verhandelbare emissierechten. Ook wat het energieverbruik betreft, zou men zich moeten afvragen hoeveel men nog mag verbruiken.

01.20 Minister **Bruno Tobbac** (*Nederlands*): Die vraag is per definitie onbeantwoordbaar, want dat hangt af van de manier waarop die energie geproduceerd wordt. Met kernfusie kunnen we onbeperkt energie opwekken.

01.21 **Miguel Chevalier** (VLD): Ook wat het transport betreft, halen taksen op diesel en op bedrijfswagens niet zoveel uit. We moeten naar een nieuw concept van transport.

De oppositie is hypocriet als ze zegt dat de regering te weinig te laat doet, want van zodra men maatregelen neemt, klinkt het dat 'de sector' hierdoor benadeeld wordt en dat er banen verloren zullen gaan. Ik denk integendeel dat milieuvriendelijke maatregelen heel wat jobs kunnen opleveren.

Soms focust men te veel op bepaalde 'oplossingen', zoals biobrandstoffen. Biobrandstoffen kosten veel en het rendement is vrij laag. Er is ook veel grond nodig om de gewassen te telen, grond die dan uiteraard niet voor voedselproductie kan gebruikt worden. Fotovoltaïsche zonnepanelen halen een veel hoger rendement, omdat het zonlicht rechtstreeks wordt omgezet in energie. Er wordt nu massaal geïnvesteerd in de productie en distributie van biobrandstoffen, maar heeft men zich wel afgevraagd wat dat allemaal opbrengt?

Het is goed dat de federale regering het gebruik van zonnepanelen wil stimuleren, maar de Gewesten moeten er dan ook voor zorgen dat de vergunningen veel sneller afgeleverd worden.

01.22 Minister **Bruno Tobbac** (*Nederlands*): Alle federale ministers dromen er wel eens van gewestministers op de vingers te tikken. Dat de vergunningen te traag worden afgeleverd, is een probleem dat de Gewesten zelf moeten oplossen; het is immers hun bevoegdheid. Het is echter niet altijd de schuld van de regio's: bepaalde gemeentebesturen werken tegen.

Wat de biobrandstoffen betreft, moet er inderdaad op toegekeken worden dat die op de meest milieuvriendelijke manier geproduceerd worden. Daarom hebben we ook groot belang gehecht aan de CO₂-balans en willen we bijvoorbeeld de invoer van palmolie uit Indonesië vermijden. Biobrandstoffen verdienen echter een plaats in de waaier van energiebronnen. Ik denk niet dat dit de voedselproductie in gevaar brengt. Integendeel, de stijging van de grondstofprijzen zou de landbouw in bepaalde regio's een nieuw elan kunnen geven.

Moties

Tot besluit van deze bespreking werden volgende moties ingediend.

Een motie van aanbeveling werd ingediend door de dames Muriel Gerkens en Nathalie Muylle en door de heren Melchior Wathélet en Mark Verhaegen en luidt als volgt:

"De Kamer,

gehoord de interpellatie van mevrouw Muriel Gerkens

en het antwoord van de minister van Leefmilieu en minister van Pensioenen,

gelet op de noodzaak de door België in het kader van het Kyoto-protocol aangegane verbintenissen na te leven en de strijd tegen de klimaatveranderingen aan te binden,

verzoekt de regering

- onverwijld alle nodige maatregelen te nemen om de CO₂-uitstoot tegen 2020 daadwerkelijk, zoals gevraagd, met 20 procent te verminderen;

- de noodzakelijke bijkomende inspanningen te leveren om de CO₂-uitstoot in ons land tegen 2010 met

7,5 procent te doen dalen in vergelijking met het emissieniveau van 1990;

- daartoe de inspanningen om de CO₂-uitstoot terug te dringen, in ons land te concentreren, door te kiezen voor investeringen in de sectoren van de hernieuwbare energie en de duurzame ontwikkeling, die de lokale werkgelegenheid kunnen aanwakken, veeleer dan voor de aankoop van vervuiliingsrechten in het buitenland; de flexibele mechanismen moeten immers de tweede optie blijven;
- maatregelen te nemen die energiebesparende investeringen volgens het mechanisme van de derde investeerder aanmoedigen, bij voorrang voor gezinnen met een laag of middeninkomen
- onverwijld werk te maken van de energieaudit van de 1.800 gebouwen die door de federale Staat worden beheerd;
- onmiddellijk te starten met het op systematische en wetenschappelijke wijze verzamelen van de gegevens op grond waarvan precies kan worden vastgesteld welke vermindering van de CO₂-uitstoot op het federale niveau werd gerealiseerd en wat de kostprijs en de budgettaire gevolgen daarvan zijn;
- te zorgen voor een maximale transparantie van alle gegevens met betrekking tot het Kyoto-protocol en die gegevens te updaten."

Een eenvoudige motie werd ingediend door de dames Josée Lejeune en Magda De Meyer en door de heer Miguel Chevalier.

Over de moties zal later worden gestemd. De bespreking is gesloten.

02 Vraag van mevrouw Hilde Dierickx aan de minister van Leefmilieu en minister van Pensioenen over "het gebruik van spaarlampen" (nr. 14307)

02.01 Hilde Dierickx (VLD): Spaarlampen zijn duurder dan gloeilampen, maar gaan tot vijftien keer langer mee. De extra investering is al na één jaar terugverdiend door de energiebesparing. Indien in Vlaanderen alle gloeilampen zouden vervangen worden door spaarlampen, zou reeds een vijfde van de Kyoto-doelstelling bereikt zijn.

Onze partij is geen voorstander van een verbod op gloeilampen, maar welke maatregelen zal de regering nemen om het gebruik van spaarlampen te stimuleren? Hoeveel spaarlampen worden er op het kabinet van de minister zelf gebruikt?

02.02 Minister Bruno Tobback (Nederlands): Het kabinet van Leefmilieu en Pensioenen heeft 98 procent spaarlampen of tl-lampen. De overige 2 procent bestaat uit halogeenlampen die enkele kunstwerken verlichten en waarvoor nog geen alternatief werd gevonden. De federale overheid heeft overal milieuzorgsystemen ingevoerd op basis van EMAS. De federale regering verminderde vorig jaar overigens de budgetten voor energiegebruik. Zij moeten dalen met 2,5 procent dankzij een efficiënter energiegebruik. Het geld wordt overgeheveld naar een aparte begrotingsrubriek om verder te investeren in energiebesparing.

Het gebruik van spaarlampen werd al diverse keren aangeprezen en ik ben bereid dat nogmaals te doen. Ik ben niet gekant tegen een Europees initiatief om gloeilampen op korte termijn en in verschillende fasen uit de markt te nemen. De verkoop ervan verbieden, is nog een andere kwestie. Het verbod op het gebruik ervan is echter totaal oncontroleerbaar. In elk geval is er niet alleen in België, maar ook op Europees niveau, een positieve evolutie merkbaar ten voordele van de spaarlampen.

02.03 Hilde Dierickx (VLD): Ik ben blij dat de minister van Leefmilieu het goede voorbeeld geeft en dat België een initiatief wil nemen op Europees niveau.

02.04 Miguel Chevalier (VLD): Ik wil nog even terugkomen op het efficiënter gebruik van energie. Er bestaat volgens de elektriciteitsmaatschappijen een paradox. Een efficiënter energiegebruik leidt immers niet noodzakelijk tot minder verbruik, aangezien men meer apparaten koopt.

Het incident is gesloten.

De **voorzitter**: Mevrouw Burgeon is er niet om haar vraag nr. 14651 te stellen, de heer Verhaegen heeft zijn vraag nr. 14703 omgezet in een schriftelijke vraag.

De openbare commissievergadering wordt gesloten om 15.50 uur.